

OBJET DU MARCHE :

**AMENAGEMENT DES AIRES DE JEUX
THORAME-BASSE ET CHÂTEAU-GARNIER**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

(C.C.P.)

MARCHE DE TRAVAUX

MODE DE PASSATION : PROCEDURE ADAPTEE
Suivant article R-2321-1 du Code de la Commande Publique

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :

Jeudi 24 juin 2021 à 12h

Maître d’Ouvrage
MAIRIE DE THORAME-BASSE
Place du Village – 04170 THORAME-BASSE
Tél: 04.92.83.92.97 Mail : mairie.thoramebasse@orange.fr

I-PARTIE ADMINISTRATIVE

A. OBJET DU MARCHE

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières concernent les prestations suivantes :

- Aménagement d'une aire de jeux sur la commune de Thorame-Basse, Hameau de Château-Garnier
- La réhabilitation de l'aire de jeux de la Commune de Thorame-Basse.

Celui-ci comprend la fourniture et la pose d'un ensemble de jeux dont l'aménagement complet est à imaginer par l'entreprise, en tenant compte des éléments suivants :

- 1 - intégration environnementale dans le milieu rural
- 2 – rester dans les limites du terrain défini sur le plan en l'exploitant au maximum.

Le présent CCTP a pour objet de définir :

- Les travaux à réaliser
- Les caractéristiques des matériaux imposées au titulaire
- Les conditions de mise en œuvre

Le présent CCTP est complété et précisé par les documents suivants :

- Plan des emplacements des aires de jeux sur la Commune (plan 1 et 2)
- Plan avec vue aérienne et photo pour la création et l'aménagement de l'aire de jeux de Château-Garnier (plan3 –Lot n°2)
- Plan avec vue aérienne et photo pour la réhabilitation de l'aire de jeux de la commune de Thorame-Basse (plan4 –Lot n°2)

Toutefois, les indications fournies par ces documents n'ont aucun caractère limitatif. Le titulaire devra exécuter tous les travaux accessoires et complémentaires indispensables à l'achèvement complet et parfaitement fini selon les règles de l'art.

Les règlements, normes, guide, charte et D.T.U. en vigueur à l'ouverture du chantier et durant son déroulement régissent de plein droit la réalisation de ces travaux, même s'ils ne sont pas énoncés dans le présent C.C.T.P.

Article 1 - Décomposition du marché

1.1 Allotissement

Les prestations font l'objet de 3 lots :

- Lot 1 : Terrassement
- Lot 2 : Jeux et sols amortissants
- Lot 3 : Clôture

1.2 Forme du marché

Les prestations donnent lieu à un marché à procédure adaptée : marché de travaux pour les lots 1, 2 et 3

Article 2 - Normes et règlements de références

Les équipements d'aires collectives de jeux s'entendent des matériels et ensembles de matériels destinés à être utilisés par des enfants à des fins de jeu, quel que soit le lieu de leur implantation. Décret n° 94-699 du 10 août 1994 fixant les exigences de sécurité relatives aux équipements d'aires collectives de jeux : exigences de sécurité pour les matériels et obligations pour les fabricants, importateurs, détenteurs en vue de la vente, metteurs en vente, vendeurs, distributeurs à titre gratuit et loueurs. Avis du 6 mars 2009 relatif à l'application du décret n° 94-699 fixant les exigences de sécurité relatives aux équipements d'aires collectives de jeux (Liste des références de normes pouvant être utilisées en application du 1° de l'art. 5 du décret n° 94-699 -Annulation et remplacement de l'avis paru au Journal officiel du 15 décembre 1998). Texte fixant les prescriptions de sécurité relatives aux aires collectives de jeux (en matière d'exploitation ou de gestion) : Décret n° 96-1136 du 18 décembre 1996;

Article 3 - Mode de consultation

Il s'agit d'un Marché A Procédure Adaptée passé en vertu des articles R2123-1 du Code de la commande publique.

Article 4 - Décomposition des lots

- Lot 1 : Terrassement
- Lot 2 : Jeux et sols amortissants
- Lot 3 : Clôture

Article 5 - Négociation

En application du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique qui dispose que, pour la passation d'un marché en procédure adaptée, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier, après analyse des offres, avec les 2 derniers candidats. La négociation pourra porter sur tous les éléments du contrat soit, sans être exhaustive, sur :

- Les conditions financières : le prix de l'offre globale du candidat ou de l'un de ses éléments, les formules d'indexation, le montant des subventions, etc. ;
- Les délais : les délais de livraison, de réponse, de remplacement, etc. ;
- Les quantités : le volume des commandes, le volume des pièces de rechange, etc. ;
- Les garanties : les garanties en cas de non-exécution, de retard, de maintenance, de défectuosité, etc.
- Les pénalités : les indemnités financières en cas de retard (livraison ou paiement) ou de non-exécution, la résiliation, la mise en régie, etc.

Article 6 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours, à compter de la date limite de réception des offres.

Durant ce délai, le soumissionnaire reste engagé par son offre.

Article 7 - Présentation des offres

Le dossier de consultation des entreprises est remis gratuitement à chaque candidat.

Le dossier à remettre par les candidats comprendra les pièces suivantes, datées et signées par eux :

- La lettre des candidatures (DC1), dernière version,
- La déclaration du candidat (imprimé DC2), dernière version (vous pouvez obtenir ces formulaires sur le site www.minefi.gouv.fr, rubrique marchés public – formulaires),
- Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,
- Une déclaration sur l'honneur dûment datée et signée par le candidat pour justifier
 - a) qu'il a satisfait aux obligations sociales et fiscales
 - b) qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir
 - c) qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation écrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions aux articles L8221-1 et suivant, L8251-1 et suivant, L 8251-1 et suivant du code du travail,

Des références de travaux similaires au présent dossier et dont la réalisation date de moins de 5 ans (localisation, nature, date des travaux, coordonnées des maitres d'ouvrage),

La fiche technique des produits et matériaux utilisés,

Un document mentionnant la durée de la garantie et les prestations associées à la garantie,

Le candidat est informé qu'en cas d'attribution provisoire du marché, celui-ci devra fournir en outre dans un délai de cinq jours :

- a) les pièces mentionnées à l'article D8222-5 du Code du Travail
- b) les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales.

Article 8 - Jugement des candidatures et des offres avec phase de négociation

Critères de sélection des candidatures :

Le jugement des candidatures s'effectuera en application du Décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et portera sur les renseignements demandés.

Critères de jugement des offres pour le lot 1 :

1. Prix : 60 points
2. Délai d'exécution : 40 points

Critères de jugement des offres pour le lot 2 :

1. Prix : 50 points
2. Valeur ludique et technique : 40 points
décomposé en sous critères :
 - Fonctions ludiques 20 points
 - Esthétique de l'ensemble (intégration) 15 points
 - Garanties 5 points
3. Délai d'exécution : 10 points

Critères de jugement des offres pour le lot 3 :

1. Prix : 60 points
2. Qualité des matériaux : 30 points
3. Délai d'exécution : 10 points

Article 9 - Mise à disposition du dossier de consultation par voie électronique et renseignements complémentaires

Conformément aux articles L2132-1, L2132-2, R2132-1 et suivants du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur met à disposition le dossier de consultation par voie électronique, à l'adresse suivante : **www.achatpublic.com**

Les soumissionnaires pourront s'authentifier sur le site et notamment indiquer une adresse courriel électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique notamment pour l'envoi d'éventuels compléments, précisions ou rectifications. Une boîte fonctionnelle non nominative pallie l'éventuelle absence du titulaire de l'adresse et évite une perte d'information pour le soumissionnaire.

Les informations fournies par l'entreprise sont déclaratives et l'acheteur public n'est pas tenu de vérifier leur exactitude.

Il est rappelé qu'en cas de changement de façon anonyme du DCE le pouvoir Adjudicateur ne pouvant pas informer le candidat ne pourra pas être tenu pour responsable si l'offre devait être déclarée irrégulière par non-respect du CCP ou autres pièces modifiées.

Le dossier de consultation peut être consultable sur le site de la commune de Thorame-Basse : www.thorame-basse.fr

Article 10 - Visite des lieux

La visite des lieux est obligatoire de manière à appréhender la réalisation du projet. Le candidat devra prendre rendez-vous auprès :

Commune de Thorame-Basse :

Madame Christine DORLENCOURT, secrétaire de mairie

Téléphone :04.92.83.92.97

Les lundi, mardi, jeudi et vendredi de : 9h00 à 12h00 et de 13h30 à 16h00

Un certificat de visite sera délivré et sera à joindre à l'offre.

Article 11 - Remise des plis par voie électronique :

Conformément aux articles L2132-1, L2132-2, R2132-1 et suivants du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, la transmission des offres des entreprises doit se faire par voie électronique à l'adresse suivante : **www.achatpublic.com**

Les pièces suivantes devront être signées de façon électronique et individuellement (pas de dossier Zippé signé)

Pour remettre électroniquement leur offre, les candidats doivent disposer d'un certificat de signature électronique. Celui-ci doit répondre aux exigences propres à l'authenticité définie par l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics.

B. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Article 12 - Pièces particulières et pièces générales

Les pièces contractuelles du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

Pièces particulières :

- Le présent Cahier des Charges et ses éventuelles annexes ;
- Le mémoire méthodologique remis par le titulaire
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants ;
- Les éléments de décomposition de l'offre financière du titulaire ;

Pièces générales :

- Le Cahier des clauses administratives générales de Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le Cahier des clauses techniques générales applicable aux marchés de travaux dans son édition en vigueur à la date de consultation ;
- L'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation.

Article 13 - Protection de la main d'œuvre et clause sociale

Le titulaire remet :

- Une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, produire une copie de déclaration de détachement certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (Décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).
- Une attestation délivrée par l'administration sociale compétente, établissant que le titulaire est à jour de la fourniture de ses déclarations sociales et fiscales, et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale, datant de moins de 6 mois.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur. Dans le cadre de l'article L. 8222-6 du Code du Travail (modifié par l'article 93 de la loi n° 2011-525 du 17 mai 2011 sur le renforcement du dispositif de lutte contre le travail dissimulé), une pénalité sera appliquée au titulaire ou à ses sous-traitants, s'ils ne s'acquittent pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du même code.

Le montant de la pénalité sera calculé dans les conditions suivantes : 70€ par jour calendaire de retard.

Toutefois, ce montant devra être égal, au plus, à 10 % du montant du contrat, et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du Travail.

Si, dans le cadre du dispositif d'alerte, le cocontractant n'a pas donné suite à la mise en demeure de régulariser sa situation, la pénalité contractuelle sera appliquée et/ou le contrat rompu sans indemnités, aux frais et risques du titulaire.

Article 14 - Réparation des dommages

Les dommages de toute nature, causés par le titulaire au personnel ou aux biens du maître de l'ouvrage ou du représentant du pouvoir adjudicateur, du fait de la conduite des travaux ou des modalités de leur exécution sont à la charge du titulaire, sauf si celui-ci établit que cette conduite ou ces modalités résultent nécessairement de stipulations du marché ou de prescriptions d'ordre de service. Les dommages de toute nature, causés par le représentant du pouvoir adjudicateur, au personnel ou aux biens du titulaire, du fait de l'exécution du marché, sont à la charge du pouvoir adjudicateur.

Article 15 - Assurances

Le titulaire doit contracter les assurances permettant :

- De garantir sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations. Pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- De couvrir les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du Code civil, au moyen d'une attestation portant mention de l'étendue de la garantie fournie lors de la notification du marché, conformément à l'article 241-1 du Code des assurances.

Cette obligation est sans objet si les attestations fournies le cas échéant, lors de la consultation demeurent en vigueur.

À tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 16 - Autres obligations

16.1 - Obligations relatives à la sous-traitance

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties du marché. L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes sont possibles en cours de marché selon les modalités définies aux articles L2193-1 à L2193-14 et R2193-1 à R2193-14 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique et à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

Conformément aux dispositions relatives à l'autoliquidation de la TVA issues de l'article 283 du Code général des impôts, le sous-traitant adressera une facture en hors taxe pour les prestations réalisées. La TVA relative aux prestations sous-traitées quant à elle sera perçue par le fournisseur responsable du sous-traitant.

Pour chaque sous-traitant présenté pendant l'exécution du marché, le titulaire devra joindre, en sus du projet d'acte spécial ou de l'avenant :

- Une déclaration du sous-traitant concerné indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant du Décret R2193-1 et mentionné au chapitre 1 du titre IV du Décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant réglementation du code de la commande publique ;
- Une attestation sur l'honneur du sous-traitant indiquant qu'il n'a pas fait l'objet au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin N°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-3, L.8221-5, L.8251-1, L.8231-1 et L.8241-1 du code du travail. Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

16.2 - Confidentialité et sécurité

- a) **Obligation de confidentialité** Le titulaire et le pouvoir adjudicateur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatif, notamment, aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou du pouvoir adjudicateur, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants. Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

b) Protection des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché. En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché. Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

c) Mesures de sécurité

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, notamment dans les zones protégées en vertu des dispositions législatives ou réglementaires prises pour la protection du secret de la défense nationale, ces dispositions particulières doivent être indiquées par le pouvoir adjudicateur dans les documents de la consultation. Le titulaire est tenu de les respecter. Le titulaire ne peut prétendre, de ce chef, ni à prolongation du délai d'exécution, ni à indemnité, ni à supplément de prix, à moins que les informations ne lui aient été communiquées que postérieurement au dépôt de son offre et s'il peut établir que les obligations qui lui sont ainsi imposées nécessitent un délai supplémentaire pour l'exécution des prestations prévues par le marché ou rendent plus difficile ou plus onéreuse pour lui l'exécution de son contrat. Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables et reste responsable du respect de celles-ci.

C. DURÉE DU MARCHÉ –RECONDUCTION –RÉSILIATION**Article 17 -Durée du marché**

Jusqu'à réception conforme de l'objet du marché.

Article 18 - Reconduction

Sans objet.

Article 19 - Conditions de résiliation

Les différents cas de résiliation prévus au cahier des Clauses Administratives générales de travaux.

D. COMMANDE –LIEU ET CONDITION DE LIVRAISON**Article 20 -Commande**

La commande sera effectuée par l'émission d'un bon de commande, pour le montant du marché, signé par le Maire de Thorame-Basse.

- Le bon de commande émis comportera :
- Le nom et l'adresse du titulaire du marché
- La référence du marché (dénomination)
- La date d'émission du bon de commande
- La désignation des travaux
- Le délai de réalisation dans l'offre du titulaire
- Le prix H.T.
- Le taux et le montant de TVA
- Le prix total TTC
- Le nom et adresse où le fournisseur devra adresser les factures.

Comptable public assignataire des paiements :
Trésorerie Principale de Saint-André-les-Alpes
Imputation : Chapitre : 21, Articles : 2158

Article 21 -Délai d'exécution :

Les stipulations relatives aux délais d'exécution des travaux sont mentionnées dans l'acte d'engagement article 38.

Article 22 - Condition de livraison

22.1 - Lieu d'exécution des travaux :

- **Lot 1 :** Terrassement de l'aire de jeux de Thorame-Basse, Quartier Les Ferrayes, 04170 Thorame-Basse et de l'aire de jeux du hameau de Château-Garnier, Pré de Guessi, hameau de Château-Garnier 04170 Thorame-Basse
- **Lot 2 :** Jeux et sols amortissants de l'aire de jeux de Thorame-Basse, Quartier Les Ferrayes, 04170 Thorame-Basse et de l'aire de jeux du hameau de Château-Garnier, Pré de Guessi, hameau de Château-Garnier 04170 Thorame-Basse
- **Lot 3 :** Clôture pour l'aire de jeux de Château-Garnier, Pré de Guessi, hameau de Château-Garnier 04170 Thorame-Basse

22.2-Délais d'exécution :

Le prestataire s'engage sur un délai de réalisation des travaux mentionné dans l'acte d'engagement article 38.

22.3-Opération de vérification :

Les vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées après l'exécution des travaux dans les conditions prévues au chapitre IV du CCAG, notamment ses articles 24 et 25.

22.4-Décisions après vérification, l'admission :

À la suite des vérifications, les décisions d'admission, de réfaction, d'ajournement ou de rejet sont prises dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG, par Monsieur le Maire.

Article 23 –garantie technique

Les travaux font l'objet d'une garantie technique qu'il appartiendra au candidat de préciser.

- Sur les sols (durée et conditions)
- Sur les infrastructures des jeux (durée et conditions)

Les candidats devront fournir le détail des garanties s'appliquant pour chaque élément, et leurs durées.

Le fabricant ou le fournisseur doit s'engager à livrer et à poser gratuitement, pendant le période de garantie, les pièces de rechange originales pour le remplacement des pièces défectueuses. Le prix comprendra également les prestations prévues par le fournisseur pendant la période de garantie.

Article 24 – marchandises remises au titulaire

Aucune marchandise appartenant à l'administration ne sera remise au titulaire.

E. PRIX-FACTURATION -PÉNALITES DE RETARD**Article 25 -Contenu des prix**

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, sur la base de la Décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 9 du CCAG Travaux, les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Les prix sont indiqués dans le marché en hors taxe et en T.T.C. (le montant de la T.V.A appliquée est indiqué).

Les prix du titulaire sont réputés tenir compte de toutes les sujétions d'exécution des travaux qui sont normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent ces travaux, que ces sujétions résultent notamment :

- De l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- De phénomènes naturels ;
- De la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- Des coûts résultant de l'élimination des déchets de chantier ;
- De la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

Mais également :

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution des travaux.

Les prix s'entendent pour l'exécution, sans restriction ni réserve d'aucune sorte, de tous les ouvrages normalement inclus dans les travaux de la spécialité concernée, ou rattachés à ceux-ci par les documents de consultation.

De plus, sur la base de la définition et de la description des ouvrages, telles qu'elles figurent aux documents de consultation, le titulaire est réputé avoir prévu, lors de l'étude de son offre, et avoir inclus dans son prix toutes les modifications et adjonctions éventuellement nécessaires pour l'usage auquel elles sont destinées.

Les entreprises sont tenues de vérifier la justesse du quantitatif avant la remise de leur offre. Aucune réclamation de l'entreprise ne pourra être prise en compte après la signature du marché.

Les dépenses supplémentaires imprévues que le titulaire pourrait avoir à supporter en cours de chantier, par suite de l'application de ce principe, font partie intégrante de ces aléas et il lui appartient après étude des documents de consultation, d'estimer le risque correspondant et d'en tenir compte pour l'élaboration de son offre et le calcul de son prix. Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître de l'ouvrage.

Article 26 -Variation des prix

26.1 -Nature des prix du marché

Les prix FERMES seront actualisables suivant les conditions définies ci-après.

26.2 -Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois d'établissement des prix Mo (M zéro) indiqué dans l'acte d'engagement.

26.3 Actualisation ou révision provisoire

Lorsqu'une révision ou une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune actualisation ou révision avant l'actualisation ou révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

Article 27 -Modalités de règlement

27.1 -Facturation

Le paiement s'effectuera après service fait, (livraison réceptionnée et conforme) sur présentation d'une facture établie en un seul original adressée à :

Mairie de Thorame-Basse
Place du village
04170 THORAME-BASSE

La facture devra impérativement être accompagnée d'un RIB.

La facture devra être déposée de façon dématérialisée sur la plateforme **Chorus Pro**

Lorsque le titulaire remet à la Commune de Thorame-Basse une demande de paiement, il y joint les pièces nécessaires à la justification du paiement.

Les demandes de paiement prennent la forme de projets de décompte et comportent les indications suivantes :

- Le numéro et la date du marché et de chaque avenant, ainsi que le cas échéant la date et le numéro du bon de commande ;
- Le nom, n° Siret et adresse du créancier ;
- Le numéro de son compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- Les prestations exécutées ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant HT des prestations exécutées ;
- Le taux et le montant de la TVA et les taxes parafiscales le cas échéant ;
- Le montant total des prestations ;
- Les indemnités, primes, et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché ;
- En cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total HT, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC.

27.2 -Régime des paiements

Le paiement s'effectuera par mandat administratif suivant les règles de la comptabilité publique et celles prévues par le Code de la commande publique.

Le délai maximum de paiement est de 30 jours.

Le caractère définitif des paiements interviendra au moment du solde du marché.

27.3 -T.V.A.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

27.4 -Répartition des paiements

L'acte d'engagement et les actes spéciaux éventuels indiquent ce qui doit être réglé respectivement :

- Au titulaire et à ses sous-traitants ;
- Au mandataire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

27.5 -Intérêts moratoires

Le défaut de paiement dans les délais prévus selon les dispositions des articles L2192-12 et suivants, R2192-31 et suivants du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 du code de la commande publique fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au

bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Conformément à l'article R2192-31 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, le taux des intérêts moratoires mentionnés à l'article L2192-13 est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à son opération de refinancement principale la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

27.6 -Périodicité des paiements

Les paiements pourront faire l'objet d'acomptes. Le titulaire notifie au pouvoir adjudicateur une demande de paiement établissant les prestations réalisées, le montant arrêté à la fin du mois précédent des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'exécution du marché depuis le début de celui-ci.

27.7 -Avance

Aucune avance n'est prévue au présent marché.

27.8 -Approvisionnements

Les stipulations de l'article 10 du CCAG Travaux sont applicables.

27.9 -Droit, Langue, Monnaie

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français. Les inscriptions sur les matériels livrés au titre du marché sont en français. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscale. La monnaie de compte du marché (euro) est la même pour toutes les parties prenantes (groupements et sous-traitants compris). Les attestations de paiement direct sont dans la même unité que celle retenue pour le titulaire. Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre prévues à l'article R2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse, ainsi rédigée : « J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les Tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché ayant pour objet « Aménagement et réhabilitations d'aire de jeux et de modules sportifs » ; Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance ».

Article 28 -Pénalités de retard

En cas de non-respect de la date limite d'achèvement des travaux proposée par l'entreprise et précisée dans son offre, il sera appliqué une indemnité journalière de 1/3000 du montant global hors taxe du marché.

Par application de l'article 19 du CCAG, ces pénalités seront appliquées sans mise en demeure préalable sur simple constatation de la date prévue en début d'exécution et de la date d'expiration du délai correspondant.

Article 29 -Pénalités autres que retard et réfections

Infractions aux prescriptions de chantier Dans le cas où les prescriptions ci-dessous ne seraient pas observées, il sera fait application de pénalités indépendantes de celles visées à l'article 28 et avec lesquelles elles se cumulent. Ces pénalités interviendront de plein droit, sur la simple constatation par le maître d'œuvre des infractions, et après notification écrite sur le chantier d'avoir à exécuter la prescription au plus tard le lendemain. Elles seront déduites des situations mensuelles.

- Non-respect des prescriptions relatives à la signalisation générale du chantier : 70€
- Dépôt de matériaux, terres, gravois en dehors des zones prescrites : 70€
- Retard dans la remise ou la diffusion de documents nécessaires à l'exécution des travaux (plans d'exécution, notes de calculs, notes techniques, études de détail, plans de synthèse...) : 70€
- Retard dans la production de justificatifs et/ou prévisions de prix pour ouvrages non prévus : 70€
- Retard dans la présentation sur le chantier des prototypes, d'éléments de construction, d'échantillons 70€
- Retard dans le nettoyage du chantier : 70€
- Retard dans l'évacuation des gravois hors du chantier : 70€

Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Conformément aux dispositions de l'article 37 du CCAG Travaux, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, le titulaire procède au dégagement, au nettoyage et à la remise en état des emplacements mis à sa disposition par le maître de l'ouvrage pour l'exécution des travaux. A défaut d'exécution de tout ou partie de ces prescriptions, après ordre de service resté sans effet et mise en demeure par le représentant du pouvoir adjudicateur, les matériels, installations, matériaux, décombres et déchets non enlevés peuvent, à l'expiration d'un délai de trente jours après la mise en demeure, être transportés d'office, suivant leur nature, soit en dépôt, soit dans des sites susceptibles de les recevoir en fonction de leur classe, aux frais et risques du titulaire, ou être vendus aux enchères publiques. Les mesures définies ci-dessus sont appliquées sans préjudice d'une pénalité de 150,00 € HT par jour de retard.

Délais et retenues pour remise des documents fournis après exécution

Après réception, en cas de retard dans la remise des plans et autres documents à fournir par le titulaire et conformément à l'article 40 du CCAG Travaux, une pénalité de 150,00 € HT sera appliquée.

F. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Article 30 -Conditions d'exécution des prestations

30.1 -Délai d'exécution

Le délai d'exécution des prestations est proposé par le prestataire dans le cadre de la remise de son offre. Ce délai court à compter de l'ordre de service de démarrage des travaux. Toutefois, l'Administration a estimé un délai plafond global de 1 mois qui s'appliquera à défaut de délai proposé.

Dans le cadre de la consultation, le prestataire s'est engagé sur une période de garantie. Celle-ci doit être précisée dans son mémoire méthodologique.

30.2 -Lieu d'exécution :

- **Lot 1 :** Terrassement de l'aire de jeux de Thorame-Basse, Quartier Les Ferrayes, 04170 Thorame-Basse et de l'aire de jeux du hameau de Château-Garnier, Pré de Guessi, hameau de Château-Garnier 04170 Thorame-Basse
- **Lot 2 :** Jeux et sols amortissants de l'aire de jeux de Thorame-Basse, Quartier Les Ferrayes, 04170 Thorame-Basse et de l'aire de jeux du hameau de Château-Garnier, Pré de Guessi, hameau de Château-Garnier 04170 Thorame-Basse
- **Lot 3 :** Clôture pour l'aire de jeux de Château-Garnier, Pré de Guessi, hameau de Château-Garnier 04170 Thorame-Basse

30.3 -Conduite d'opération

La conduite d'opération est assurée par la Monsieur le Maire de la commune.

30.4 -Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée, en interne, par l'employé communal sous la responsabilité de Monsieur le Maire.

30.5 -Provenance, qualité, contrôle et prise en charge des matériaux

Le CCTP fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

30.6 -Période de préparation

- Programme d'exécution des travaux

30.6-1 - Période de préparation

Il n'est pas fixé de période de préparation.

30.6-2 - Prestations dues par les entreprises

Préalablement à tout démarrage de chantier, il est procédé aux opérations énoncées ci-après article 28 du CCAG Travaux :

- Fourniture des plans de scellement et de réservation par l'entreprise concernée dans le cadre du planning travaux.
- Établissement par les entrepreneurs et présentation au visa du maître d'œuvre, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le

- personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation),
- Établissement par le titulaire et présentation au visa du maître d'œuvre, du plan d'assurance qualité du chantier décrivant les dispositions relatives à la gestion de la qualité.

30.7 - Plans d'exécution -Notes de calcul -Etudes de détail

Le titulaire établit, dans une durée de 15 jours à compter de la date de notification du marché, notamment d'après les éléments de définition du projet, les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages, tels que les plans d'exécution, notes de calculs, études de détail. Ils sont soumis au visa du maître d'œuvre. Celui-ci doit les renvoyer au titulaire avec ses observations éventuelles au plus tard 15 jours après leur réception.

30.8 - Ordre de service

Il sera fait application des dispositions de l'article 3.8 du CCAG Travaux.

30.9 - Organisation, hygiène et sécurité des chantiers

30.9-1 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Les stipulations de l'article 31.4 du CCAG Travaux sont applicables.

30.9-2 -Utilisation des voies publiques

Les stipulations de l'article 34 du CCAG Travaux sont applicables.

30.9-3 - Autorisations administratives

Les stipulations de l'article 31.3 du CCAG Travaux sont applicables.

30.9-4 - Garde du chantier en cas de défaillance du titulaire

Si le marché relatif à un lot est résilié par application à l'article 53 du CCAG Travaux, le maître d'ouvrage pourra faire appel à un des autres entrepreneurs titulaires d'un ou plusieurs autres lots de l'opération pour assurer la garde des ouvrages, approvisionnements et installations réalisés par l'entrepreneur défaillant, et ce jusqu'à la désignation d'un nouvel entrepreneur. Les dépenses justifiées entraînées par cette garde ne sont pas à la charge de l'entrepreneur retenu pour cette mission.

30.10 - Registre de chantier

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG Travaux, il ne sera pas établi de registre de chantier.

30.11 - Clauses techniques

Les dispositions techniques figurent au CCTP.

Article 31 - Réception et garanties

31.1 - Essais et contrôle des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles des ouvrages ou parties d'ouvrages prévus par les fascicules intéressés du CCTG ou par le CCTP sont à la charge du titulaire.

31.2 -Réception

La réception se déroule comme il est stipulé à l'article 41 du CCAG Travaux et ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

Des réceptions partielles pourront avoir lieu lorsque le maître d'œuvre jugera nécessaire de réceptionner un ouvrage ou une partie d'ouvrage.

Si à l'issue des opérations préalables à la réception, la réception ne peut être prononcée, la date d'achèvement des travaux est repoussée, les entreprises restant responsables de ce report et des conséquences sur le délai global de l'opération et susceptibles de l'application des pénalités. Elles bénéficient d'un délai de 7 jours pour remédier aux observations formulées dans le procès-verbal. A l'issue de ce délai, une nouvelle procédure de réception est organisée.

Si la réception est prononcée avec réserves, les entreprises ont 7 jours pour lever les réserves. Passé ce délai, le maître de l'ouvrage aura le droit de faire procéder à l'exécution des dits travaux par l'entreprise de son choix après mise en demeure infructueuse aux frais et risques du titulaire défaillant.

31.3 - Garantie de parfait achèvement

Les délais de garantie sont définis ci-dessous et débutent à compter de la date d'effet de la bonne réception : 1 An(s)

Article 32 – Résiliation

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus au Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, et selon les dispositions de l'article 50.3 du CCAG Travaux.

Article 33 - Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 55 du CCAG Travaux. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif dont relève le pouvoir adjudicateur soit le Tribunal Administratif de Marseille.

II –PARTIE TECHNIQUE

Le présent marché de travaux concerne :

- **Lot 1 terrassement** :
 - Décaissement et mise en forme du support
 - Fourniture et pose de bordures pour délimitation des zones de jeux
- **Lot 2** : Jeux et sols amortissants
 - Fourniture et pose de structures de jeux
 - La signalétique,
 - Le sol de sécurité
- **Lot 3** : Fourniture et pose de clôture

Les candidats devront joindre à leur offre la fiche technique en français du matériel proposé.

Le candidat mentionnera à l'article 38 du III : « Proposition du candidat », le délai de livraison.

Article 34 : Obligation du titulaire

34.1 Objet du marché

Le présent marché fixe les modalités techniques de fournitures et d'exécution des travaux d'aménagement et de réhabilitations des aires de jeux comprenant :

- **Lot n°1 : Terrassement et préparation du support**
 - Le décaissement et la mise en forme du support en GNT 0/31,5 sur environ 15 cm et finition compacté stabilisé type terrain de boule
 - La fourniture et la pose de bordures en béton de délimitation autour de la balançoire et du Tourniquet de Thorame-Basse
 - Fourniture et la pose de gravier 4/10 autour des structures énumérées ci-dessus.
-
- **Lot n°2 : Jeux et sols amortissants**

La réhabilitation de l'aire de jeux de Thorame-Basse comprend 2 espaces

de jeux destinés aux enfants de 1 à 10 ans environ :

Elle sera composée :

- Une structure multi-activités avec toboggan pouvant accueillir simultanément une dizaine d'enfants, fixée au sol par plot béton selon prescription du fabricant et entouré d'un sol de sécurité en proplay et gazon synthétique. Pose de rondins en périphérie de l'aire de jeux
- Un jeu ressort en « face à face », fixée au sol par plot béton selon prescription du fabricant et entouré d'un sol de sécurité en proplay et gazon synthétique. Pose de rondins en périphérie de l'aire de jeux

- Un panneau d'information posé en périphérie de l'aire de jeux

L'aménagement de l'aire de jeux de Château-Garnier comprend des espaces de jeux destinés aux enfants de 1 à 12 ans environ.

Elle sera composée :

- Une structure multi-activités, divisée en zone, de sorte que plusieurs groupes d'enfants puissent jouer simultanément sans se gêner. Cette structure doit permettre d'offrir une aire de jeux réservée aux tout-petits pouvant accueillir une cinquantaine d'enfants simultanément, fixée au sol par plot béton selon prescription du fabricant et entouré d'un sol de sécurité en proplay et gazon synthétique. Pose de rondins en périphérie de l'aire de jeux.
- D'une structure en forme de pyramide à corde pouvant accueillir une quinzaine d'enfants, fixée au sol par plot béton selon prescription du fabricant et entouré d'un sol de sécurité en proplay et gazon synthétique. Pose de rondins en périphérie de l'aire de jeux
- D'un portique 3 balançoires dont une adaptée aux enfants à partir d'un an et un nid d'oiseau, fixée au sol par plot béton selon prescription du fabricant et entouré d'un sol de sécurité en proplay et gazon synthétique. Pose de rondins en périphérie de l'aire de jeux
- Deux jeux type ressort individuel, fixée au sol par plot béton selon prescription du fabricant et entouré d'un sol de sécurité en proplay et gazon synthétique. Pose de rondins en périphérie de l'aire de jeux
- Un jeu type ressort 4 places, fixée au sol par plot béton selon prescription du fabricant et entouré d'un sol de sécurité en proplay et gazon synthétique. Pose de rondins en périphérie de l'aire de jeux
- Un tourniquet adapté aux enfants à mobilité réduite fixée au sol par plot béton selon prescription du fabricant et entouré d'un sol de sécurité en proplay et gazon synthétique. Pose de rondins en périphérie de l'aire de jeux
- La création d'une zone ludique en sol souple de sécurité en proplay qui sera composée de deux trampolines, deux animaux en graphisme 3D et une marelle.
- Un trampoline d'un diamètre minimum de 160 cm fixé au sol selon les prescriptions du fabricant.
- Un trampoline d'un diamètre minimum de 225 cm fixé au sol selon les prescriptions du fabricant.
- Un animal 3D en forme d'abeille fixé au sol selon les prescriptions du fabricant.
- Un animal 3 D en forme de tortue fixé au sol selon les prescriptions du fabricant.

- Une marelle incluse au sol proplay selon prescription du fabricant.

- Lot n°3 : Clôture

Implantation d'une clôture rigide de couleur verte sur plots bétons et platines spitées d'une hauteur de 1m40 minimum hors sol.

Fourniture et pose d'un portillon, de couleur assortie à la clôture, d'un mètre de large et de 1,5 mètres de haut

Fourniture et pose d'un portail deux vantaux d'une largeur de 3 mètres et d'une hauteur de 1,5 mètres avec longrine de soutènement

34.2 Description des travaux

Nature des travaux :

Tous les travaux nécessaires au parfait et complet achèvement des ouvrages et au parfait fonctionnement des installations, sur chacun des lots, doivent être prévus par les entrepreneurs et exécutés conformément aux règles de l'art. L'ensemble des travaux sera réalisé en conformité avec les règles en vigueur et, en particulier, avec les spécifications générales du CCTG et les documents techniques unifiés (D.T.U.).

Les entreprises suppléeront par leurs connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être mal indiqués ou omis. En conséquence, les entrepreneurs ne pourront en aucun cas arguer que ces erreurs ou omissions les dispensent d'exécuter intégralement tous les travaux nécessaires à l'achèvement des travaux et installations.

Tout équipement de jeux proposé devra offrir toutes les garanties requises sur le plan de la conception, de la fabrication, de la sécurité et des qualités ludiques et esthétiques. Il appartiendra à l'entrepreneur d'apporter la preuve que ces garanties sont respectées, ceci essentiellement par le biais de certificats par type ou modèle prouvant que les jeux ont subi l'épreuve de conformité.

Seront à la charge et sous la responsabilité du ou des entrepreneur(s) :

- Les installations et la signalisation de chantier : clôture, balisage, l'affichage réglementaire,
- Les installations de chantier nécessaire à son personnel : vestiaires, réfectoires, wc,
- Les alimentations en énergie et eau à partir de celles du site si possible, sinon l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour alimenter ses postes de travail,
- La préparation du chantier,
- L'implantation et la création de la nouvelle surface pour le lot n°1 (terrassement et évacuation des terres compris),
- La pose des jeux sur lots n°-2 comprenant les éléments de fondation et de scellement des différents équipements,
- La pose de la clôture pour le lot 3
- La fourniture et la pose de la signalétique et des consignes de sécurité réglementaire pour les lots n°2
- Le nettoyage soigné du chantier avec les cheminements et la zone de stockage,
- La sécurisation du chantier,

- Le nettoyage général et la remise en état du ou des site(s)

Les travaux à charge des présents lots n°1 –n°2 –n°3 comporteront :

- Les études et l'établissement des plans de détails d'exécution des ouvrages à réaliser,
et leur validation par le maître d'ouvrage,
- La réalisation des plans de fondation et de scellements, et d'une manière générale toutes les études nécessaires à la réalisation des travaux,
- Les demandes auprès des services administratifs et desservi ces concernés, pour obtenir toutes les autorisations nécessaires,
- L'installation de chantier, l'amenée et le repli du matériel et des matériaux,
- Les implantations, nivellements et piquetages nécessaires, à valider avec le maître d'ouvrage,
- Les fournitures, mains d'œuvre, matériels, matériaux, outillage, engins y compris le transport et l'amenée à pied d'œuvre nécessaire à l'exécution des ouvrages définis par le présent document,
- Les fournitures et matières consommables,
- L'évacuation des déblais, gravois et déchets de chantier aux décharges autorisées,
- Les moyens d'accès aux ouvrages à réaliser échafaudage, nacelles ou autres si nécessaire,
- Les contrôles, essais et conformités.

34.3 Conditions générales d'exécution des travaux

a) Connaissance des lieux :

Chaque entrepreneur est réputé avoir pour l'exécution des travaux :

- Procède à une visite détaillée du site actuel dans son ensemble, terrain et constructions existantes, pris parfaite connaissance de toutes les conditions physiques et de toute sujétions relatives aux lieux des travaux, aux accès, aux abords, à la topographie et à la nature des travaux à pied d'œuvre, ainsi qu' à l'organisation et au fonctionnement du chantier (moyen de communication et de transport, lieux d'extraction des matériaux, ressources en mains d'œuvre, énergie électrique, eau, installation de chantier, éloignements des décharges publiques ou privées, voisinage, etc.),
- Pris pleine connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, lieux et terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux et locaux en relation avec l'exécution des travaux,
- Apprécie exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur importance, de leur particularité et de leur spécificité,
- Contrôlé toutes les indications des documents du projet, notamment celles données par le présent document, recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès de la Maitrise d'ouvrage, et également pris

tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public (Services Municipaux, service des eaux, EDF, etc.).

En résumé les entrepreneurs sont réputés avoir pris connaissance parfaite des lieux et de toutes les conditions pouvant, en quelque manière que ce soit, avoir une influence sur l'exécution et les délais, ainsi que la qualité et les prix des ouvrages à réaliser.

Aucun entrepreneur ne pourra donc arguer d'ignorances quelconques à ce sujet pour prétendre à des suppléments de prix ou à des prolongations de délais.

b) Implantation des ouvrages :

L'implantation des ouvrages se fera en planimétrie et en altimétrie, les repères de piquetage seront exécutés par l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra au titre du présent marché proposer les alignements et les altitudes des différents ouvrages, puis les faire valider par le Maître d'ouvrage.

c) Les matériaux :

Les matériaux employés seront compatibles à la législation, aux règlements et normes européennes et ou française en vigueur à la date de la remise des offres.

Les métaux peuvent être en acier inoxydable, acier galvanisé à chaud, ou laiton. Les assemblages situés au-dessus du sol seront exécutés à l'aide de vis, de boulons, de tire-fond, de tiges filetées, en acier galvanisé, inox ou zingués. Le traitement de surface des métaux devra être non toxique et préserver l'environnement ; il ne présentera aucune aspérité pouvant écorcher la peau.

Les matières synthétiques devront être choisies en fonction de leurs caractéristiques spécifiques, de leur robustesse et de leurs propriétés environnementales. Leur stabilité doit garantir une grande longévité sans atteinte à l'environnement.

La qualité des laques doit être parfaite et ceci de façon durable, tant par la tenue des couleurs que par la résistance aux agressions, à l'abrasion et aux intempéries. Elles ne devront présenter aucun risque de toxicité pour les usagers et être le moins nuisibles possible pour l'environnement.

d) Ancrages –fixation -assemblage :

Les pièces nécessaires à l'assemblage des éléments de jeux quelle que soit la nature devront assurer un ensemble d'une parfaite stabilité, rigidité et longévité, et permettre le démontage d'un élément de composition d'une structure.

Tous les jeux devront être ancrés au sol par scellement béton ou chevillage sur platines suivant les instructions des fabricants et conformément aux normes en vigueur.

e) Les sols amortissants :

Les revêtements de sol mis en œuvre seront amortissants et coulés en place. L'épaisseur du revêtement de sol sera adaptée à la hauteur des chutes conformément à la norme en vigueur EN 1177 (la hauteur de chute étant définie comme étant la plus grande distance verticale entre la surface de réception et le support le plus élevé de l'équipement).

La surface du revêtement de sol devra être réglée afin d'assurer l'évacuation des eaux pluviales.

La couleur du sol sera proposée par l'entrepreneur, en prenant en compte l'environnement et son intégration dans le paysage ou l'existant, et sera soumise à l'approbation du maître d'ouvrage.

La surface totale du sol doit permettre d'accueillir l'ensemble des surfaces d'impact des jeux installés, et permettre une circulation aisée et sécurisée des enfants.

f) Calendrier d'exécution :

A compter de la notification du marché, l'entrepreneur sélectionné devra fournir, dans un délai de 10 jours, un planning de réalisation détaillé afin de faire apparaître les différentes étapes de mise en œuvre du ou des travaux qui lui seront confiés.

Les entrepreneurs devront se conformer de manière précise à ce planning qui servira également pour le suivi de la prestation.

Les délais du planning devront être conformes à ceux reportés dans l'acte d'engagement.

L'intégralité de l'opération devra être terminée, sous réserve d'accord des partenaires financiers, pour le 20 octobre 2021 dernier délai.

g) Dossier d'ouvrages exécutés :

A la fin des travaux, pour le lot n°2 les plans et autres documents à fournir au maître d'ouvrage dans le DOE, dans un délai de 10 jours, comprendront obligatoirement :

- Le certificat de conformité de l'aire de jeux par un organisme agréé à la norme européenne ou équivalente d'équipement d'aire de jeux, pour le lot donné,
- Les documents faisant apparaître les procédures de maintenance, d'entretien et de contrôle, en français, nécessaires aux jeux, sols ou modules mis en place,
- Les fiches techniques des matériaux et les documentations de tous les produits mis en œuvre, ainsi que du matériel installé, en français,
- L'ensemble des rapports de vérifications réglementaires ou les fiches d'agréments et certificats liés à l'opération,
- Les certificats de conformité des jeux et sols installés,
- Les plans de recollement des ouvrages exécutés.

34.4 Echantillons

L'entrepreneur est tenu de fournir tous les échantillons d'appareillage, de matériels, de matériaux qui lui seraient demandés par le Maître d'ouvrage en phase de préparation ou lors de l'exécution de chantier.

Les échantillons seront dans ce cas-là, entreposés par le pouvoir adjudicateur et gardés jusqu'à la réception du chantier.

34.5 Conditions particulières d'exécutions des travaux

34.5 Conditions particulières d'exécutions des travaux

L'implantation du chantier :

- Lors de la première réunion de chantier un état des lieux sera dressé sur l'aspect général du site de travaux et des abords immédiats.
- Les zones de travaux, emprise de stockage, ainsi que les accès au chantier seront définis par le maître d'ouvrage. L'entrepreneur devra veiller à la propreté des voies publiques adjacentes au chantier.
- L'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions en vue d'assurer la protection des ouvrages existants, publics ou privés, visibles ou invisibles. Il supportera la charge des dommages provoqués par son personnel ou ses engins, sur les propriétés voisines des emprises et sur les voies empruntées.
- Les engins devront être en parfaite état avant d'être utilisés, aucun produit ou détritrus ne peut être déversé sur le chantier.
- Toutes les ordures et déchets produits sur le chantier devront être évacués à l'avancement.
- Dans le cas de non-respect de ces conditions toutes les conséquences seront à la charge de l'entrepreneur.

